



# NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

**Veille stratégique - Défense et Sécurité**

**SEMAINE DU 1ER AU 7 OCTOBRE 2018**

**SOMMAIRE :**

AFRIQUE .....	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	5
ASIE - PACIFIQUE.....	13
EUROPE .....	15
PROCHE & MOYEN ORIENT .....	19
RUSSIE .....	22



# AFRIQUE

## L'AFRIQUE DU SUD, L'INDE ET LE BRÉSIL UNISSENT LEURS FORCES DANS IBSAMAR

À la suite de l'exercice Atlasur qui vient de s'achever, la Marine sud africaine entame son deuxième exercice annuel d'envergure internationale - Ibsamar. Entre le 1er et le 15 octobre, le service maritime de la force de défense nationale sud-africaine (SANDF) accueille en effet la sixième édition de l'exercice auquel participeront le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud. L'entraînement conjoint découle de l'accord trilatéral conclu entre les trois pays et été organisé pour la première fois il y a 10 ans, en 2008. Les objectifs de l'exercice sont notamment de maintenir, de promouvoir et de s'appuyer sur la coopération opérationnelle et tactique antérieures entre les forces conjointes des pays participants et d'évaluer les capacités de soutien de la force commune pendant une période de forte demande. L'exercice vise également à développer et à tester une doctrine de planification combinée conjointe, ainsi qu'à évaluer l'interopérabilité conjointe et combinée afin d'améliorer la compréhension et la coopération des armées.

## VERS UNE REPRISE DES POURPARLERS SUR LA QUESTION DU SAHARA OCCIDENTAL ?

Après plus de quarante ans de conflit larvé, le Sahara occidental semble cristalliser de nouveau les regards de la communauté internationale. En avril, le Maroc organisait des grandes manifestations dans le Sud du pays pour réclamer la souveraineté sur ce territoire. Les différents partis politiques se liguèrent alors contre un ennemi commun qui semblait en cacher un autre : le Front Polisario, qui, selon Rabat, serait financé, entraîné et armé par Alger.

Face à la montée des tensions, la mission onusienne dans la région (MINURSO) ne fut renouvelée que pour six mois. La Russie, la Chine, la Suède mais également l'Éthiopie s'étaient opposés au nouveau texte de l'ONU consacré à cette crise, car trop favorable à la politique marocaine, bien qu'ils n'aient pas souhaité empêcher son application. Contre la tenue d'un référendum pour l'indépendance exigé par le Polisario, les États Unis annoncèrent à cette occasion la mise en œuvre du plan d'autonomie proposé par le Maroc si aucune solution n'était avancée d'ici le 31 octobre. L'ultimatum semble avoir fonctionné, puisqu'une invitation formelle a été



envoyée aux deux parties, mais également à la Mauritanie et à l'Algérie, deux acteurs satellites du conflit, pour se rejoindre les 5 et 6 décembre à Genève. S'il ne s'agit pas de pourparlers de paix stricto sensu, cette rencontre poserait néanmoins les bases pour de futures négociations sous l'autorité de l'envoyé spécial de l'ONU Horst Kohler. Cette fois, l'Algérie envisage d'accompagner le Front Polisario et le Maroc dans leurs discussions. Rappelons toutefois que l'ONU a toujours échoué à se poser en arbitre décisif sur la question du Sahara occidental. En juillet dernier, un nouvel intermédiaire avait cependant émergé : l'Union Africaine (UA) qui, à l'occasion de son 31ème sommet proposait un rapport inédit dans lequel elle préconisait la mise en place d'une troïka à partir de laquelle l'ONU pouvait dialoguer. Ainsi, les pays africains offraient un espace de dialogue renouvelé, où ni la France, ni les Etats Unis ne pouvaient apporter un soutien trop appuyé au Maroc. Rabat a cependant rejeté la légitimité de l'UA en tant qu'organe d'arbitrage, et a donc obligé le Front Polisario à composer avec les exigences de l'ONU.

## LA FORCE BARKHANE EFFECTUE UN RAID DE SOUTIEN AUX FORCES BURKINABE

Suite à l'attaque d'une gendarmerie d'Inata dans la province du Soum ce mercredi 3 octobre, le gouvernement burkinabé a demandé l'intervention de la force Barkhane. Grâce à un vol de reconnaissance effectué par un drone, deux avions mirages 2000 ont décollé de Niamey pour effectuer une frappe ciblée sur une quinzaine d'individus à motos fuyant vers le nord. Ces hommes sont suspectés d'être des terroristes : après avoir tué un gendarme et blessé un autre, ils ont volé du matériel et se sont enfuis. La cible, mouvante, s'est révélée difficile à atteindre, puisqu'une colonne de motos peut se disperser rapidement, empêchant un tir précis. Bien que l'État-Major des Armées évoque cette opération dans un communiqué, réaffirmant son appui aux forces burkinabè face à la recrudescence des opérations terroristes dans le pays, le bilan n'est pas encore révélé. Le général Oumarou Sadou, chef d'état-major général des armées parle d'ores et déjà de sept victimes.

## ATTAQUE DE L'EUTM EN SOMALIE AUX MOTIFS SIBYLLINS

Ce lundi, un véhicule chargé d'explosifs a heurté un convoi de l'organisation transportant des soldats italiens. On compte trois morts dont le terroriste et quatre blessés. Rapidement, les islamistes shebabs ont revendiqué cet attentat, qui a vivement fait réagir l'Italie, dénonçant un "crime haineux". Pour autant, si les attentats sont réguliers dans ce quartier de Mogadiscio, l'EUTM présente un objectif secondaire, alors que les islamistes prennent d'ordinaire pour cible les



institutions somaliennes. Quel aurait été le motif de cette attaque ? Les observateurs semblent suspecter une erreur de la part des terroristes : le véhicule quittait le ministère somalien de la Défense, ce qui aurait laissé présager son appartenance aux troupes gouvernementales. L'Union Européenne a toutefois renforcé ses protocoles de sécurité. Malgré cette attaque, l'EUTM ne souhaite pas envisager un retour en Ouganda d'où elle opérait avant de s'installer en Somalie.

La mission européenne (EUTM) a été lancée en 2010 afin de renforcer les institutions sécuritaires somaliennes. Elle forme les militaires somaliens (près de 500 chaque année) et opère directement depuis Mogadiscio malgré l'insécurité latente.



# AMERIQUE - ETATS-UNIS

## DES COLIS PIEGES A LA RICINE ENVOYES AU PENTAGONE

Le Pentagone a reconnu qu'au moins deux colis fortement suspectés de contenir de la ricine avaient adressés au SECDEF James Mattis ainsi qu'au commandant des opérations navales (CNO), l'amiral John Richardson. Ces colis qui font actuellement l'objet d'une enquête du FBI, n'ont pas atteint l'enceinte même du Pentagone mais ont été identifiés comme suspects par le service du Département de la Défense en charge du contrôle des envois postaux à destination du Pentagone. Un ancien marin de l'*US Navy* a été arrêté, il est suspecté d'être en lien avec cette tentative d'empoisonnement.

## VERS UNE LOI DU SENAT POUR CONTRER LA CHINE DANS L'ASIE-PACIFIQUE ?

Le Sénat envisage l'adoption d'un projet de loi visant à empêcher la Chine de devenir hégémonique dans la région de l'Asie-Pacifique.

En effet, le Comité sénatorial des relations extérieures des États-Unis a présenté la semaine dernière un projet de loi bipartisan qui autoriserait le Département d'État, l'Agence américaine pour le développement international et le Pentagone à dégager plus de 1,5 milliard de dollars de fonds supplémentaires au cours des cinq prochaines années pour maintenir le soutien politique régional à l'ordre international conforme aux règles défendues par les États-Unis depuis plus de soixante-dix ans.

Le montant de 1,5 milliard de dollars est issu d'une proposition datant de 2017, laquelle avait été lancée par feu John McCain, alors Président du Comité des forces armées, qui avait appelé à la création d'une Initiative de stabilité pour la région Asie-Pacifique, visant à contrer le renforcement des forces militaires chinoises.

Le texte, en passe d'être adopté, dispose que les fonds doivent être dépensés avant tout pour favoriser les activités susceptibles d'améliorer la capacité de défense des pays partenaires, bien décidés à résister à la coercition chinoise, en participant à cette fin à des engagements bilatéraux et multilatéraux. Elle permettrait enfin de financer des programmes de lutte contre le terrorisme en Asie du Sud-Est, afin de



répondre aux préoccupations persistantes concernant l'influence de l'État islamique en Asie.

Le projet de loi est à ce jour le dernier effort déployé par le Congrès pour contrer les revendications de plus en plus pressantes de la Chine dans la région. Les membres du comité ont déclaré que le projet de loi serait probablement adopté à l'unanimité.

## LES ETATS-UNIS INCULPENT DES AGENTS RUSSES

Le Département de la Justice américain a inculpé ce jeudi sept officiers des services de renseignement russes, accusés de cyber-piratage contre la société *Westinghouse Electric Co.* Ces accusations interviennent alors que le GRU, le renseignement militaire russe, est sous le feu des projecteurs depuis plusieurs jours à cause de plusieurs affaires d'espionnage dignes de la guerre froide. Il est soupçonné non seulement d'être lié au piratage informatique du siège de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) en avril dernier, mais aussi d'avoir joué un rôle clef dans la tentative d'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal et de sa fille en mars 2018. Moscou a aussitôt démenti ces accusations.

## LES ETATS-UNIS ONT AUTORISE 70MDS\$ D'EXPORTS DE DEFENSE EN 2018

Depuis janvier 2018, le Département d'Etat a autorisé pour près de 70 milliards de dollars d'exportations de matériels militaires, ventilés sur près de 70 contrats. Ce montant est inférieur à celui de l'an dernier (75,9Mds\$), et ce malgré la volonté du président Trump de renforcer l'export de défense américain. Il convient de souligner qu'il ne s'agit pas là de ventes effectives mais de contrats autorisés par le Département d'Etat qui font ensuite l'objet d'une procédure passant par le Congrès et pouvant donner lieu à des modifications de quantités et de prix. Pour autant, il s'agit d'un bon indicateur du dynamisme et de la prédominance de l'industrie américaine de défense dans les exportations mondiales d'armement.

En termes de ventilation géographique de ces exportations de défense, c'est l'Europe qui vient en première, avec 31 notifications pour 37Mds\$, suivie par le Golfe et le Moyen-Orient, avec 23 notifications pour 22Mds\$, tandis que l'Asie prend la troisième place avec 12 notifications pour un peu moins de 9Mds\$. Le Mexique et le Canada constituent les autres principaux clients.

Par ailleurs, des parts conséquentes de ce montant total peuvent être rattachées à



des commandes majeures, telles celle de l'Arabie saoudite pour le système *THAAD* (15Mds\$) et celle de la Pologne pour des batteries *Patriot PAC-3* (10,5Mds\$), qui représentent à elles deux un tiers de l'ensemble. A noter également les ventes prévues du *F-35* à la Belgique (6,5Mds\$), du système *Patriot* à la Suède (3Mds) ou encore d'avions-radar *E-2D Hawkeye* au Japon pour 3Mds\$.

## LES ETATS-UNIS AUTORISENT DES VENTES D'ARMEMENT AU CANADA ET A L'IRAK

Le Département d'Etat a autorisé, pour un total de 380M\$, la vente au Canada de trois avions *King Air 350ER* avec leurs équipements associés, dédiés aux missions ISR (*Intelligence, Surveillance and Reconnaissance*), ainsi que la vente à l'Irak de cinq hélicoptères *Bell 407GX* avec les équipements et armements associés.

## FRAPPES AMERICAINES CONTRE AL-SHABAAB EN SOMALIE

Une frappe américaine a éliminé neuf combattants islamistes d'al-Shabaab au nord-est de la ville de Kismayo, portant à 24 le nombre de frappes conduites par les forces américaines dans le pays cette année.

## L'US ARMY LANCE UNE COMPETITION POUR LE DESIGN DE SON FUTUR HELICOPTERE DE RECONNAISSANCE ET D'ATTAQUE

L'*US Army* a donné le coup d'envoi d'une compétition industrielle majeure pour le design de son futur hélicoptère de reconnaissance et d'attaque (FARA), dans le cadre plus large de son programme *Future Vertical Lift* (FVL) destiné au renouvellement complet de sa flotte d'hélicoptères. Cette compétition vise à allouer quatre à six contrats de design d'ici juin 2019 puis à en sélectionner deux en mars 2020 qui donneront lieu au développement de prototypes.

## LES ETATS-UNIS PRETS A EVACUER LEUR CONSULAT A BASSORAH SUITE AUX MENACES IRANIENNES



Alors que le Département d'Etat a pris la décision de fermer temporairement son consulat à Bassorah (deuxième ville du pays), les forces américaines en Irak se tiennent prêtes à appuyer l'évacuation de l'emprise diplomatique. Cette décision se fonde sur les récentes menaces émises par les forces iraniennes et qualifiées de « *croissantes et précises* ». En outre, à la mi-septembre, trois roquettes avaient été tirées par une milice chiite contre l'aéroport de Bassorah qui abrite le consulat, en représailles contre l'incendie du consulat iranien par des manifestants irakiens.

## LES ETATS-UNIS VONT OFFRIR LEURS CAPACITES CYBER A LEURS ALLIES DE L'OTAN

Dans l'optique de contrer les cyberattaques russes en Europe et autour du monde, les États-Unis devraient annoncer dans les jours qui viennent, qu'en cas de demande, ils utiliseraient leurs capacités cyber pour le compte de l'OTAN. Le contrôle du personnel et des capacités demeurerait cependant américain. L'annonce devrait être faite par James Mattis la semaine prochaine alors qu'il participera à une réunion des ministres de la Défense de l'OTAN, mercredi et jeudi prochains autour des questions cyber et de la coopération à ce sujet au sein de l'Alliance. La future décision américaine découle du sommet de l'OTAN de juillet dernier où les Alliés ont décidé d'autoriser l'usage par l'Alliance des capacités cyber des membres mises à disposition par ces derniers. En mettant leurs capacités à disposition, les États-Unis souhaitent démontrer leur engagement auprès de l'Alliance. D'autres alliés, comme le Royaume-Uni ou le Danemark, sont aussi prêts à contribuer à cette défense cyber de l'Alliance, d'après le Secrétaire Général de l'OTAN Jens Stoltenberg. Ces capacités pourraient également être utilisées contre Daech afin de détruire leurs réseaux de recrutement, de financement et de communications.

## LES ETATS-UNIS FORMENT DES SOLDATS TURCS EN VUE DE PATROUILLES CONJOINTES EN SYRIE

Les Etats-Unis ont commencé à entraîner des forces turques, en Turquie, dernière étape avant que les deux pays ne conduisent des patrouilles communes autour de la cité de Manbij au nord de la Syrie. Ces patrouilles devraient vraisemblablement commencer dans le courant du mois d'octobre. L'entraînement avait été retardé pour attendre l'acheminement d'équipement ainsi qu'en attendant que les deux pays règlent les détails de la conduite des opérations. Les patrouilles font partie d'une « *feuille de route* » décidée par les deux pays en juin pour calmer les tensions autour de la ville de Manbij où les Etats-Unis soutenaient une milice kurde qui avait libéré la ville de l'emprise de Daech en 2016. La milice kurde YPG (Unités de protection du peuple) s'est retirée de la ville en juillet.





## DONALD TRUMP EN FAVEUR D'UNE IMPLICATION TERRESTRE DES PAYS ARABES POUR CONTRER L'IRAN EN SYRIE

Selon James Jeffrey, envoyé spécial du Président pour la Syrie, la poursuite de l'action américaine dans le pays, dans l'attente du retrait des forces iraniennes directes et indirectes, pourrait se traduire par différents scénarii n'impliquant pas nécessairement la présence de forces au sol. Ainsi est évoqué le remplacement des 2000 soldats américains par des contingents issus des forces des alliés arabes locaux, auxquels Washington fournirait un soutien aérien le cas échéant. Les forces rebelles formées, notamment, par les soldats américains pourraient également être amenées à jouer un rôle.

Par ailleurs, le Pentagone a critiqué les tirs de missiles conduits par Téhéran contre des cibles présentées comme des combattants islamistes dans la ville d'Abu Kamal, à l'est du pays et à la frontière irakienne. Ces frappes, exécutées par le corps des Gardiens de la Révolution, ont été dénoncées par le Pentagone en raison de l'absence de toute notification préalable par Téhéran, mettant ainsi potentiellement en péril les forces occidentales opérant dans la région.

## LA SIXIEME FLOTTE EN ESPAGNE ?

Kay Baley Hutchinson, ambassadrice des Etats-Unis à l'OTAN a annoncé que Washington était prêt à étudier toutes les propositions en faveur d'un déplacement de sa sixième flotte en Espagne (alors qu'elle est aujourd'hui basée à Naples). Cette annonce est une réponse à celle faite par le leader de l'opposition du parti conservateur espagnol sur une possible volonté des Etats-Unis de déplacer sa flotte basée en Méditerranée pour faire face à l'arrivée au pouvoir en Italie d'un gouvernement populiste. Une telle installation marquerait le statut d'allié privilégié de l'Espagne, bien qu'elle ne coïncide avec aucune conséquence stratégique. Cependant, aucune demande n'a pour l'heure émané de Madrid.

## VERS UN LIMOGEAGE DE LA SECRETAIRE A L'AIR FORCE ?

La secrétaire à l'*Air Force*, Heather Wilson, pourrait être sur la sellette alors qu'elle s'est montrée réticente sur le dossier d'une force spatiale indépendante de l'*Air Force*. La Maison Blanche ne s'est pas exprimé sur la question mais selon le site



d'information *Military.com*, le sénateur républicain de l'Alabama Mike Rodgers pourrait être son successeur en cas de limogeage. Promoteur de la politique militaire spatiale du président Trump, il avait ainsi déjà annoncé la possibilité pour les Etats-Unis de créer une force spatiale indépendante dans les trois à cinq ans, peu avant la déclaration de Donald Trump.

## ETATS-UNIS ET PHILIPPINES ACCROISSENT LEURS ACTIVITES MILITAIRES CONJOINTES

Suite à une rencontre entre le général Carlito Galvez, commandant en chef des forces armées philippines et l'amiral Philip Davidson, commandant de la zone Indo-Pacifique, les forces américaines et philippines ont annoncé qu'elles allaient accroître leurs activités conjointes de défense et de sécurité. Le nombre d'exercices conjoints devrait ainsi atteindre 281 l'an prochain contre 261 cette année. Ces exercices viseront en particulier les domaines du contre-terrorisme, de la sécurité maritime et de l'aide humanitaire.

Cette décision va à l'encontre des déclarations du président Duterte qui souhaitait réduire les interactions militaires avec Washington afin de se rapprocher de Pékin. Les Etats-Unis maintiennent 150 à 200 personnels dans le sud du pays afin d'appuyer les opérations de contre-terrorisme menées par Manille.



# AMERIQUE LATINE

## MEXIQUE : ESCALE DES BATIMENTS DE L'ESCADRON D'ENTRAINEMENT DU JAPON

Le 27 septembre, trois bâtiments de l'Escadron d'Entraînement du Japon ont fait escale dans le Port de Manzanillo, dans l'Etat mexicain de Colima. Ils débutent ainsi leur parcours latino-américain qui traversera du 21 mai au 27 octobre 16 ports de la région, notamment au Nicaragua, au Mexique, au Pérou, au Chili et en Uruguay. Cet exercice, auquel prennent part trois navires japonais, dont le destroyer *Yamagiri*, vise à améliorer les compétences nautiques, renforcer la présence internationale et développer les échanges avec les pays rencontrés. Lors de leur arrivée, les équipes japonaises ont été prises en charge par l'Administration Portuaire Intégrale (API) de Manzanillo.

## URUGUAY : MODERNISATION DU PARC AERIEN DE LA MARINE NATIONALE

La Marine Nationale a reçu les pièces de rechange pour ses deux avions *Beechcraft B200 Super King Air* et a lancé un appel d'offre pour remplacer les hélices de ses avions d'entraînement *Beechcraft T34C-1 Turbo Mentor*. L'entreprise *Sofitech S. A.* sera chargée, pour un montant d'environ 200 000 dollars de fournir un ensemble divers de pièces de remplacement pour l'appareil concerné. La seconde partie de l'appel d'offre concerne la fourniture d'une hélice de remplacement type *Hartzell Propeller Inc.* pour les *Beechcraft T34-C*. L'entreprise choisie devra réaliser la modernisation complète des équipements.

## VENEZUELA : OPERATION STRATEGIQUE COMBINEE 2018

La Force Armée Nationale a participé du 22 au 29 septembre à l'exercice « *Opération Stratégique Combinée 2018* » avec des effectifs chinois, russes et cubains le long de la frontière colombienne. Toutes les composantes militaires vénézuéliennes étaient présentes : Milice bolivarienne, Marine, armées de Terre et de l'Air. L'exercice a consisté à des déploiements des systèmes du Commandement de Défense



Aérospatial intégral (Codai) soient les systèmes de missile sol-air *S-125 Pechora M2* et *BUK M2E*. De nombreux avions ont été déployés : *F16 A/B Fighting Falcon*, *Su-30MK2*, *K-8W Karakorum*, *EMB-312 Tucano*, *C130H Hercules*, *Y-8F-200W*, *AS332B2 Super Puma* et *AS532AC Cougar*. Il y a également eu un débarquement de troupes et de matériel réalisé au niveau de Trujillo. Les bâtiments vénézuéliens ont réalisé des manœuvres dans la zone afin de réaffirmer la souveraineté locale du Venezuela. La Russie était présente à travers le Groupe Aérien Stratégique de la Force Aérospatiale Russe. Le navire-hôpital chinois *Daishan Dao (T-AH866)* a pris part aux manœuvres. La participation cubaine s'est résumée aux Forces Spéciales des Forces Armées Révolutionnaires de Cuba.



# ASIE – PACIFIQUE

## LA RUSSIE ET L'INDE SIGNENT UN ACCORD DE VENTE D'ARMEMENT

Lors de sa visite en Inde, le président Poutine a signé un accord avec son homologue indien pour la vente de systèmes de défense antiaérienne S-400 pour un montant de 5,2 Milliards USD. Leur livraison devrait débuter dès 2020.

L'Inde prend ainsi le risque de se voir exposée aux sanctions américaines comme la Chine le 20 septembre dernier pour l'acquisition d'armement auprès de la Russie. Les présidents indien et russe ont en outre signé des convention de coopération dans d'autres domaines tels que le spatial et l'énergie atomique. L'Inde poursuit sa politique de modernisation du matériel de ses forces armées tandis qu'un parfum de scandale agite l'opinion publique concernant le choix du partenaire contractuel indien dans le contrat Rafales de 2016 signé avec la France. Celui-ci aurait été favorisé par le Président Modi en dépit de son manque expérience dans l'industrie de l'armement.

## LE PRESIDENT D'INTERPOL PORTE DISPARU EN CHINE

L'épouse de l'actuel président d'Interpol, M. Meng Hongwei, a signalé la disparition de son mari dont elle n'a reçu aucune nouvelle depuis son arrivée en Chine le 25 septembre dernier. Selon la presse locale, il aurait été mis en examen par les autorités chinoises et semble avoir été radié des membres du Parti communiste chinois. Avant d'être nommé à la tête de l'organisation internationale en 2016, Meng Hongwei a exercé de très hautes responsabilités dans l'administration sécuritaire chinoise, bénéficiant de l'appui du ministre de la sécurité publique Zhou Yongkang.

## INFILTRATION DE LA CHINE DANS UN RESEAU D'INDUSTRIELS MAJEURS AUX USA

Une enquête d'investigation menée depuis 2015 ans dans le plus grand des secrets a révélé l'implantation de micro-puces chinoises sur les serveurs de l'entreprise Supermicro. Ces serveurs sont utilisés par une trentaine d'entreprises majeures aux



Etats-Unis tels qu'Amazon Inc., Apple et Elemental, entreprise d'informatique qui mène d'importants projets avec la CIA. Ces puces auraient notamment pour objectif de collecter des informations relatives aux secrets industriels de ces entreprises. L'hypothèse principale est qu'il s'agit d'une compromission dans la chaîne de production. Ces éléments posent de sérieux doutes quant à la fiabilité en termes de sécurité de matériels informatiques achetés à la Chine.

## INDO-PACIFIQUE : VISITE DU JS KAGA JAPONAIS AU SRI LANKA

Le navire JS Kaga, de la classe Izumo, est arrivé dans le port de Colombo cette semaine, accompagné du destroyer JS Inazuma. Cette visite, qui vise à resserrer les liens entre Tokyo et Colombo après la visite du ministre de la défense japonais Itsunori Onodera en août dernier, s'inscrit dans la stratégie japonaise d'un « indo-pacifique libre et ouvert » qui rassemblerait les pays du littoral partageant les mêmes valeurs d'état de droit, d'économie de marché et de libre-circulation maritime. Lancée à Nairobi en août 2016 par Shinzo Abe, cette grande vision stratégique cherche ainsi à démarquer le Japon de la Chine en tant que puissance régionale et repose aujourd'hui principalement sur une approche maritime appuyée par le financement d'infrastructures. Cité par Reuters, le contre-amiral Tatsuya Fukuda a précisé que pour un pays insulaire comme le Japon, « la sécurité et la stabilité maritime sont d'une importance capitale ». Après le Sri Lanka le JS Kaga sera attendu en Inde, pays central pour la construction d'un axe indo-pacifique solide. Ce concept d'« indo-pacifique » a par ailleurs également trouvé sa place dans le discours français en Asie comme l'a souligné Emmanuel Macron lors de sa visite en Australie en mai 2018.



# EUROPE

## ARRIVEE DU PREMIER MRTT “PHENIX” SUR LA BASE AERIENNE D’ISTRES

L’armée de l’air a réceptionné son premier avion A330 multirôles de ravitaillement et de transport (MRTT) “Phénix”. La loi de programmation militaire prévoit la livraison de 15 avions, dont 12 d’ici 2023. Fabriqué par Airbus, cet avion a vocation à remplacer les avions ravitailleurs C135 et KC135 et les avions de transport stratégique de personnel et de fret A310 et A340.

Aperçu pour la première fois lors du défilé du 14 juillet, le premier MRTT Phénix sera mis en service en 2019. Le ministère des Armées précise que ses missions couvrent : “la mise en œuvre de la composante aérienne de la dissuasion, la contribution à la posture permanente de sûreté, la projection de forces et de puissance ainsi que les transports médicalisés en cas d’évacuation sanitaire d’urgence.”

La cérémonie officielle aura lieu le 19 octobre à Istres, en présence de Florence Parly, ministre des Armées, et le général Philippe Lavigne, nouveau chef d’état-major de l’armée de l’Air. Florence Parly avait d’ores et déjà entériné l’accélération de la livraison des avions MRTT Phénix au cours du mois de septembre.

## SIGNATURE D’UNE DECLARATION D’INTENTION POUR CONCEVOIR, DANS LE CADRE DE L’OTAN, UN PROGRAMME DE DRONES MARITIMES

13 États membres de l’OTAN (la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Grèce, l’Italie, la Norvège, l’Italie, le Portugal, la Pologne, l’Espagne, la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis) ont signé le mercredi 3 octobre une déclaration d’intention concernant le développement de drones opérant en milieu maritime. Cette initiative mène à bien l’un des projets du sommet de Bruxelles qui avait eu lieu le 3 juillet dernier. Ces drones seront utilisés dans un environnement maritime pour la détection et la neutralisation de mines et la lutte anti sous-marines.

## NOUVELLE STRATEGIE BRITANNIQUE POUR L’ARCTIQUE



Le secrétaire à la défense Gavin Williamson a annoncé le 30 septembre une nouvelle stratégie britannique pour l'Arctique, liée notamment à la militarisation de la zone par la Russie. La marine royale mène actuellement chaque année un exercice conjoint avec la Norvège ; selon les mots du secrétaire d'État, il serait désormais question pour le Royaume-Uni de déployer dans la zone une présence permanente. Plusieurs déclinaisons de cette stratégie seront mises en place : des Eurofighter Typhoon assureront dès 2019 la police des cieux islandais, dans le cadre de l'OTAN ; des avions de patrouille maritime P-8 Poseidon seront déployés à partir de 2020 pour détecter les activités sous-marines dans la zone arctique ; enfin, un sous-marin nucléaire d'attaque croisera régulièrement dans ces eaux stratégiques.

## QWANT, LE NOUVEAU MOTEUR DE RECHERCHE DU MINISTERE DES ARMEES

La ministre des Armées, Florence Parly, a annoncé lundi 1 octobre que le moteur de recherche du ministère ne serait plus Google mais Qwant. Développé par une entreprise française, Qwant est aujourd'hui utilisé par environ 8% des utilisateurs, parmi lesquels des institutions publiques. Une telle orientation inscrit donc le ministère des Armées dans une perspective de défense et de promotion des instruments informatiques nationaux, en ayant pour objectif une plus grande souveraineté dans le domaine de la data. Toutefois, le passage entre ces deux moteurs de recherche, s'il se concrétise, demandera du temps : d'une part pour modifier les paramètres par défaut des ordinateurs, et d'autre part pour modifier les comportements des personnels utilisant massivement Google.

Cette déclaration s'inscrit dans des enjeux plus larges, relatifs à la collecte, la conservation, et l'analyse des données produites par les personnes. Les industries européennes ont pris du retard dans le développement de ces technologies, laissant les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) et leurs homologues chinois en avance.

## L'ITALIE RESTRUCTURE LE DEPLOIEMENT DE SES TROUPES A L'ETRANGER

La ministre de la Défense italienne Elisabetta Trenta devrait soumettre au Conseil des ministres un plan de retrait progressif des militaires italiens engagés actuellement en Irak et en Afghanistan. Ce plan prévoirait le rapatriement d'une centaine d'hommes d'Afghanistan à partir de la fin octobre, juste après la tenue des élections législatives afghanes.





Serait également envisagé le retour de 50 militaires italiens de la mission Praesidium, aujourd'hui encore engagés dans la région de Mossoul afin de lutter contre les forces de l'Etat Islamique en Irak.

Ce retrait de troupes d'Irak et d'Afghanistan ne peut être assimilé à un désinvestissement durable des forces armées italiennes sur les théâtres d'opération extérieurs, mais symbolise plutôt une restructuration en accord avec les nouveaux intérêts stratégiques du gouvernement italien. En effet, dans le même temps, l'Italie a décidé l'envoi d'une mission au Niger qui a vocation à prendre une importance fondamentale dans le dispositif de contrôle des flux migratoires africains vers l'Italie. Ainsi, il n'y aurait pas de diminution du nombre absolu de soldats italiens engagés à l'étranger mais un redéploiement des forces vers l'Afrique subsaharienne. La mission italienne au Niger devrait compter près de 470 hommes d'ici la fin de l'année 2018, bien qu'à l'heure actuelle seuls 40 militaires soient déjà sur le terrain.

Malgré ce revirement stratégique, l'Italie a néanmoins réaffirmé sa volonté de maintenir une présence militaire minimale en Irak afin de continuer à former et entraîner les forces irakiennes dans le cadre de la mission de l'OTAN.

## RAID AERIEN ANTI-TERRORISTE DE L'ARMEE FRANÇAISE AU BURKINA-FASO

Dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 octobre, la force "Barkhane" a lancé une frappe aérienne sur un groupe de djihadistes dans la province de Soum au Nord du pays. Il s'agit d'une zone de présence des terroristes salafistes d'Anru Al Islam. L'information est rapportée par un communiqué de l'État-Major des Armées publié le 4 octobre à 16h10. Quelques heures plus tôt, la gendarmerie de la ville d'Inata a subi "une attaque de grande envergure perpétrée par un grand groupe de terroristes lourdement armés" explique le ministère burkinabè de la sécurité dans un communiqué. Le bilan est d'un mort et d'un blessé, ainsi que de lourdes pertes matérielles. Sur demande des autorités burkinabées, l'armée française a immédiatement lancé deux Mirage 2000, un drone Reaper accompagnés d'un avion de ravitaillement depuis sa base de Niamey au Niger à l'assaut d'une colonne d'une quinzaine de motos conduites par les djihadistes identifiés d'Anru Al Islam.

Depuis 2015, le Burkina-Faso, en particulier ses régions frontalières du Mali au Nord et du Niger à l'Est, est le théâtre d'agressions terroristes récurrentes, faisant craindre l'extension de la menace islamiste du Sahel vers le sud. Depuis 2015, un bilan établi mi-septembre fait état de 118 victimes de ces agressions, dont 70 civils.





# PROCHE & MOYEN ORIENT

## L'IRAK SE DOTE D'UN PRESIDENT ET D'UN PREMIER MINISTRE APRES 5 MOIS DE TRACTATIONS

Dans un scénario inédit dans l'histoire récente du pays, le Parlement Irakien a élu le Président du pays sans accord préalable entre les principaux partis kurdes. Ainsi le candidat soutenu par l'UPK, Barham Saleh, s'est imposé contre la volonté du PDK de Massoud Barzani pourtant majoritaire dans le gouvernement régional du Kurdistan. Ce dernier paye ainsi l'organisation l'année dernière du référendum sur l'indépendance du Kurdistan qui avait entraîné la reprise en main par Bagdad de la province de Kirkouk et de l'ensemble des territoires pris à Daesh par les Peshmergas.

Si la fonction présidentielle reste hautement honorifique, celle de Premier Ministre est cruciale. Dénotant un accord préalable avec les principaux partis chiïtes du pays, Saleh a nommé deux heures après son entrée en fonction l'indépendant Adel Abdul Mahdi, ancien chef du ministère du Pétrole et ministre des Finances et ancien vice-président du pays, à ce poste clef. Suite à des négociations ayant débuté à Beyrouth fin septembre entre Muqtada al-Sadr, avec le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah, et le major-général iranien de la Force Qods Qasem Soleimani, Mahdi a obtenu le soutien de deux coalitions parlementaires rivales: l'alliance nationaliste Sairoun de Sadr et l'alliance Fatah de Hadi al-Amiri, chef des puissantes Unités de Mobilisation Populaire. Mahdi dispose désormais de 30 jours pour former son gouvernement, et ce alors que le congrès américain cherche à sanctionner les milices pro-iraniennes du pays.

## DISCOURS DU PRESIDENT RECEP TAYYIP ERDOGAN A ISTANBUL

Lors du TRT World Forum qui s'est tenu à Istanbul ce jeudi 4 octobre, le président de la République de Turquie Recep Tayyip Erdoğan s'est exprimé sur des sujets de politique intérieure et internationale.

Tout d'abord, des précisions sur l'accord d'Idlib et l'ensemble du processus de désescalade ont été apportées. En effet, suite à l'accord bipartite passé avec la Russie pour démilitariser la zone d'Idlib, la Turquie se devait de maintenir ses



postes d'observation, afin de poursuivre les négociations avec les groupes rebelles encore présents dans la région. Selon les mots du président, les postes d'observation ont commencé à être "fortifiés". De même, le retrait de la présence turque ne se fera que suite à des élections en Syrie.

Ensuite, Recep Tayyip Erdogan s'est également exprimé sur les rapports de la Turquie avec l'Union Européenne. Le parti au pouvoir, l'AKP, avait dans un premier temps fait de l'accession à l'UE une promesse électorale, avant de délaissé le sujet suite aux refus exprimés par le couple Sarkozy-Merkel. Le président a déclaré que la poursuite de la candidature, aujourd'hui repoussée sine die, devrait être soumise à un référendum populaire. Compte tenu de la popularité du parti au pouvoir, l'AKP, ainsi que de du parti nationaliste MHP, un tel référendum pourrait signifier la fin officielle de la candidature de la Turquie à l'UE.

## YEMEN: LE SOUTIEN MILITAIRE FRANÇAIS A LA COALITION MENEÉ PAR L'ARABIE SAOUDITE FORTEMENT CRITIQUE

Selon une étude de l'Observatoire des armements publiée le 5 octobre dernier, la France aurait vendu pour 1,4 milliard d'euros d'armes à l'Arabie Saoudite en 2017, soit une progression de 40% par rapport à 2016. Ainsi des chars Leclerc et des blindés légers Panhard sont utilisés pour le siège du port d'Hodeïda, débuté en juin 2018. Ils ont également servi à l'occupation de l'île de Socotra en mai 2018 par les Emirats Arabes Unis malgré les protestations de ses alliés yéménites. Les exportations d'armes aux EAU s'élevaient à près de 220 millions d'euros en 2017. Les Emirats auraient aussi précommandé, en plus de 5 Airbus multi-rôles, le futur drone armé tactique Patroller de l'armée française qui entrera en service en 2020. Cette coopération ne se limite pas à la seule vente d'armes. Ainsi en 2016, la République a livré en urgence des obus de chars Leclerc à Abu Dhabi directement prélevés sur les stocks de la cavalerie française. Récemment, elle s'est proposée pour déminer le port d'Hodeïda.

Autre pays sous le feu des critiques, l'Espagne, qui avait souhaité annuler un contrat de livraison d'armes à l'Arabie Saoudite, a dû finalement honorer son engagement du fait de la double pression de la monarchie saoudienne et populaire en Andalousie où de nombreux emplois dépendent de ces commandes.

## PIETINEMENT DANS LE PROCESSUS DE SORTIE DE CRISE EN LIBYE



L'accord de Paris de 2017 relatif à la tenue des élections générales en Libye prévoyait l'adoption d'une Constitution et l'instauration d'un cadre juridique stable d'ici au 16 septembre 2018 afin de rétablir un ordre politique unifié. Cet objectif n'a pas été atteint malgré l'engagement des factions libyennes. Ghassan Salamé, émissaire de l'ONU en Libye, a affirmé le 30 septembre que tenir le calendrier électoral fixé par les accords inter libyens au 10 décembre 2018, dans de telles conditions, se révélait plus qu'improbable. Ce dernier a même suggéré la nécessité de trouver une autre façon d'établir un ordre politique démocratique face à l'immobilisme libyen. Pour lui, il s'agit dans un premier temps d'évincer les milices présentes au sein des ministères de l'Intérieur et de la Défense.

Les réactions des différentes parties prenantes ne se sont pas fait attendre. Ainsi le Président du comité de dialogue politique de la Chambre des représentants, Abdel Salam Nassia soutient que les élections présidentielles et parlementaires sont l'unique manière de parvenir à l'unification du pouvoir exécutif. Le ministre des affaires étrangères du conseil présidentiel Mohamed Sayala a quant à lui appelé à une transformation de la mission politique de l'ONU en Libye (UNSMIL) vers un rôle de maintien de la paix. Il souhaiterait que les Nations Unies aident dans la sécurisation du pays – l'absentéisme élevé aux sessions de rédaction de la constitution étant dû aux intimidations et violences incessantes des milices contre les députés.



# RUSSIE

## LANCEMENT DES EXERCICES OPERATIONNELS STRATEGIQUES COMMUNS «BROTHERHOOD 2018».

Lundi 1er Octobre a été lancé pour une durée d'un mois dans l'espace eurasiatique l'exercice de combat «*Brotherhood 2018*». Il rassemble les six pays membres de l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective) précisément l'Arménie, le Belarus, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan.

L'OTSC, organisation politico-militaire considérée comme l'équivalent oriental de l'OTAN, a été impulsée par Moscou en 2002 afin d'une part de promouvoir une coopération militaire et sécuritaire entre les ex républiques soviétiques, et d'autre part afin de renouer avec sa puissance en s'imposant comme acteur incontournable de la sécurité dans son étranger proche. En effet, l'OTSC fait partie d'une architecture globale d'intégration régionale, souhaitée par Moscou.

Sur le plan capacitaire, les exercices opérationnels stratégiques communs de 2018 devraient déployer 12.000 militaires et plus de 2000 unités d'armes sur le territoire de quatre républiques d'Asie Centrale, selon le ministère russe de la défense. L'événement sera aussi une occasion pour Moscou de présenter une version plus performante du bombardier – tactique Soukhoï SU-34, utilisé sur le théâtre syrien.

Brotherhood se compose de quatre volets d'exercices, dont des exercices de renseignements et des exercices des Forces Collectives de Réaction Rapide (FCRR); ces dernières constituant le noyau dur du système de défense et de sécurité collective de l'organisation. Ces manœuvres auront pour objectif de prévenir la survenance ou la résurgence de conflits et de facteurs de déstabilisation dans une région aux menaces sécuritaires protéiformes (prolifération des cellules jihadistes, notamment en Ouzbékistan et au Turkménistan, criminalité transnationale, conflits ethnico-territoriaux larvés).

Ainsi ils permettront aux pays membres et à Moscou de procéder à un état des lieux des moyens capacitaires et opérationnels dont dispose l'organisation, et de fixer les futures orientations politiques et militaires de l'OTSC au regard de l'environnement sécuritaire régional.

## LA MER D'AZOV, NOUVEL EPICENTRE DE TENSIONS RUSSO-UKRAINIENNES



La mer d'Azov, située entre la péninsule de Crimée et l'Est de l'Ukraine, se trouve dans une zone de tensions et le port de Marioupol est devenu le théâtre de nouveaux conflits entre la Russie et l'Ukraine. Alors que son activité se trouve en grande partie paralysée par d'importants et contraignants contrôles de navires effectués par Moscou, Kiev dénonce un "blocus russe" visant à étouffer peu à peu les ports ukrainiens et à ralentir considérablement les exportations de la production métallurgique du pays. Début septembre, Washington a condamné ce "harcèlement du transport international" tandis que la représentation de l'UE en Ukraine à accuser Moscou d'entraver le passage des cargos. Le conflit relatif au port de Marioupol a débuté avec la construction d'un pont de 19 kilomètres dans le détroit de Kertch reliant la Crimée annexée à la Russie, rendant le passage de certains hauts vaisseaux impossible. Les tensions se sont exacerbées alors que Moscou a commencé à effectuer de pénibles contrôles ralentissant le trafic maritime de manière significative, infligeant de lourdes pertes aux armateurs et au port.

Les tensions sécuritaires sont palpables depuis que Moscou a transféré cinq de ses vaisseaux militaires vers la mer d'Azov, et selon Kiev, une quarantaine de vedettes de combat russes s'y trouvaient déjà. En réponse à ce qu'elle considère comme une provocation, l'Ukraine a transporté par la terre deux navettes blindées d'artillerie dans le port de Berdiansk en septembre et, selon son ambassadeur aux Etats-Unis, le pays négocie avec Washington l'obtention de deux embarcations de patrouille de classe Island. Le 30 septembre, le chef d'état-major des armées ukrainiennes, le général Viktor Moujenko a déclaré que son pays entendait augmenter significativement sa présence terrestre, maritime et aérienne dans la mer d'Azov, dans le but de bâtir une base militaire dans la région.

## WASHINGTON S'INQUIETE DU DEVELOPPEMENT DE MISSILES DE CROISIERE EN RUSSIE

Le 3 octobre, l'émissaire américaine à l'OTAN, Kay Bailey Hutchison, a exigé de la Russie qu'elle cesse de développer un système de missile de croisière au nom du respect du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF). Elle a indiqué que les Etats-Unis n'hésiteraient pas à détruire ce système avant qu'il ne soit opérationnel. Bien que la Russie ait démenti l'existence d'un tel projet, Washington a avancé que Moscou serait en train de mettre au point un système terrestre de lancement de missiles rendant le pays capable de lancer une frappe nucléaire sur l'Europe. Si les Etats-Unis se disent attachés à une solution diplomatique, Kay Bailey Hutchison a déclaré que son pays était prêt à envisager une frappe militaire si le développement d'un système de missiles se poursuivait. Ce n'est pas la première fois que l'administration Trump accuse la Russie de violer ce



traité, qui, signé en 1987 par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, vise au démantèlement des missiles lancés du sol dont la portée est située dans une fourchette de 500 à 5.500 km. La porte-parole du département d'Etat Heather Nauert a quant à elle affirmé que les États-Unis étaient déterminés à respecter leurs engagements en matière de contrôle des armements et attendaient de la Russie qu'elle en fasse de même. La porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe a signalé le danger que représente de telles déclarations.

## VISITE D'ETAT ET RENCONTRES D'ETAT-MAJORS : DEVELOPPEMENTS RECENTS DANS LES RELATIONS RUSSO-INDIENNES

Valéri Guérassimov, chef d'état-major des armées et vice ministre de la défense russe a rencontré jeudi une délégation de l'armée indienne avec à sa tête son homologue Indien Bipin Rawat. Dans son discours d'ouverture, le général Guerassimov a rappelé différentes étapes récentes de la coopération militaire entre les deux pays tels que l'organisation conjointe des exercices militaires "Indra" ou la coopération des états-majors. Le général Bipin Rawat a pour sa part déclaré qu'il *"(...) n'y a pas de raisons de ne pas faire passer nos relations au stade suivant, au stade supérieur"*.

Le même jour, Bipin Rawat a également rencontré le colonel-général et commandant en chef des forces terrestres russes Oleg Salyukov. Enfin, le 4 octobre, Vladimir Poutine a effectué une visite d'état en Inde et rencontré le premier ministre Narendra Modi. Si le journal de l'armée russe "Krasnaya Zvezda" insiste sur les discussions concernant les exercices militaires "Indra 2018" ou encore la participation d'équipes indiennes aux jeux mondiaux militaires, deux questions majeures concernant des contrats d'armement ont marqué cette semaine de négociations et de rencontres.

Après des négociations entamées en 2016, les deux pays ont finalement annoncé la signature définitive du contrat prévoyant la livraison de système de défense antiaérienne mobile S-400 à l'Inde. La menace de sanctions américains à l'encontre de l'Inde ainsi que des désaccords concernant le prix et les modalités du contrat auraient longtemps freiné les négociations.

En revanche, alors que la presse indienne a fait savoir que l'Inde pourrait acheter pour 2,2 milliards de dollars de frégates à la Russie, le porte parole de Vladimir Poutine, Dimitri Peskov a fait savoir que le contrat n'avait pas été signé durant la visite du président mais que les négociations se poursuivaient. Alors que durant la





guerre Froide, l'Inde développait des relations politique, militaires ou commerciales aussi bien avec l'URSS qu'avec les États-Unis, il serait prématuré de conclure que l'achat de S-400 entraînerait nécessairement pour l'Inde une dégradation de ses relations avec les États-Unis : les missiles Harpoon et les hélicoptères Apache et Chinook sont ainsi partiellement produits en Inde et les deux pays ont signé début septembre le Communications Compatibility and Security Agreement (COMCASA) permettant le transfert de certaines informations et technologies militaires des États-unis vers l'Inde.

## CYBERATTAQUES: L'AMBASSADEUR DES PAYS-BAS A MOSCOU CONVOQUEE AU MINISTERE RUSSE DES AFFAIRES ETRANGERES

Selon une source diplomatique de l'agence de presse russe TASS, le ministère des affaires étrangères russe a convoqué Renée Jones Bones, ambassadeur des Pays-Bas en Russie. En effet, jeudi 4 octobre, le Ministère de la Défense néerlandais a fait savoir que quatre ressortissants russes avaient été expulsés des Pays-Bas, accusés d'avoir préparé des cyberattaques contre l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) en avril dernier. La Russie a qualifié ces accusations d'"espionnage aigüe", les niant officiellement. En réponse à cela, Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, a exigé que la Russie "cesse son comportement irresponsable, qui inclut l'usage de la force contre ses voisins, des tentatives d'immixtion dans les processus électoraux et des campagnes de désinformation".



## NOTRE EQUIPE :

**AMERIQUE** : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé

**AFRIQUE** : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Amélie Dugast, Camille De La Rochère

**ASIE - PACIFIQUE** : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

**EUROPE** : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

**PROCHE ET MOYEN ORIENT** : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Simon Troadec

**RUSSIE** : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne